
3 1761 06979384 2



Lettre Ouverte

à

Son Altesse

Saïd Halim Pacha

Grand Vézir

par

Midhat Bey



PRIX : 75 cts.



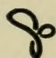
Saïd Halim Pacha

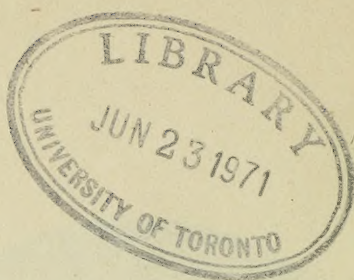
Lettre ouverte

à Son Altesse

Saïd Halim Pacha

Grand Vézir




LIBRARY
JUN 23 1971
UNIVERSITY OF TORONTO

Monseigneur,

En acceptant le fauteuil de Grand Vézir, Votre Altesse n'était point sans apprécier les lourdes charges qui découlent de ce chef, et, si vous avez crânement résolu alors d'affronter tant de responsabilités, c'est que, sans doute animé des sentiments sincères de patriotisme et de désintéressement, vous étiez persuadé de rendre service à votre patrie.

Pour qui a eu la faveur de vous connaître de près, il n'y a pas à s'étonner de ce désintéressement qui fait honneur à votre vie privée !

Vous étiez en droit de vouloir relever le prestige chaque jour chancelant d'un Grand Empire que nos ancêtres nous ont légué en un saint héritage. Vous étiez en droit d'aspirer à cette suprême ambition depuis le jour où, tombé en disgrâce auprès du Sultan Abdul-Hamid, vous êtes venu errer en Occident d'une humeur vagabonde pour pleurer les malheurs du peuple. Une lueur d'espoir venait enfin de luire dans votre cœur en songeant au rêve que feu votre père dans son lit de mort vous avait soufflé discrètement à l'oreille comme un sublime testament, rêve d'avenir pour les bords du Nil.

Le Grand Seigneur que vous êtes ne pouvait se dérober décemment au sacrifice préparé par le destin et embelli par vos meilleurs amis. Noblesse oblige.

*
* *

Remué par des convulsions successives, l'Empire Ottoman n'était pas encore dans une situation absolument périlleuse, lorsqu'en 1913 on fit appel à vos éminentes capacités.

Depuis que la Révolution de Juillet 1908 et le détrônement d'Abdul-Hamid avaient imposé

à la Turquie un gouvernement constitutionnel, bien des malheurs avaient empêché l'application stricte de la loi fondamentale en laissant au dépourvu la vie, les biens et l'honneur des citoyens, gage suprême d'un Etat viable. Ces malheurs, certes, venaient de l'étranger, mais qui pourrait me faire croire que le chauvinisme de certains de nos patriotes n'en était point la cause, et que les provocations les plus effrontées ne sont allées mettre le feu aux poudres.

Le premier essai du nationalisme outré de ces Messieurs nous coûta la Tripolitaine, en même temps que déjà toutes les écoles turques et musulmanes de la Crimée et du Caucase furent fermées. Cette velléité d'oser à l'impérialisme ouvrait les yeux à tous nos voisins; la guerre des Balkans en fut le résultat naturel. Evidemment, me direz-vous, ce n'est pas la cause unique de ce désastre ; j'en conviens. Mais qu'ai-je besoin d'aller chercher midi à quatorze heures pour établir que le parti qui vous soutient manifesta un vif plaisir d'avoir abandonné la Turquie d'Europe, prétextant que les Albanais étaient perfides et les Macédoniens Bulgares; et nos grands financiers prouvèrent, chiffres à l'appui, que ces pays ne nous

rapportaient pas l'argent que nous dépensions pour leur entretien. Quand je pense que cette partie de la Turquie d'Europe se trouvent intimement attachée à l'histoire Ottomane par les victoires de Nicopolis et de Kossovo qui marquèrent la constitution définitive de l'Empire Ottoman, pour la plus grande gloire de notre nation, il m'est difficile de supposer que ce soient vraiment des Turcs qui tiennent ce langage en fiche de consolation. Ceux qui se vantaient de cet esprit pratique oubliaient que sur six millions d'habitants, la moitié étaient Turcs, que les villes de Salonique, Serrès, Drama, Monastir, Uskub et Yania sans oublier Kavalla, votre pays d'origine, renfermaient des trésors de richesses industrielles et agricoles faisant honneur à nos prédécesseurs. Ne fut-ce que pour Salonique, terre sainte de l'Union et Progrès, certains de vos amis devraient montrer de l'amertume ! . . . Enfin le morceau qui tomba entre les mains des Balkaniques était si important que ces alliés à contre-cœur se chamaillèrent et se chamaillent encore pour son partage, et rien que de cette partie des royaumes sont en train de prendre naissance.

Si la valeur d'un vieux diplomate comme

Kiamil Pacha a été anéantie par les intrigues et la félonie de votre parti, en ces tristes jours, je ne puis prétendre que les collaborateurs de ce Grand Vézir de l'ancienne école, plus avisés et plus malins, aient fait leur devoir consciencieusement sans penser à leurs intérêts personnels. Ce point de notre histoire nationale ne devrait point vous échapper, attendu que depuis ce moment vous eûtes la haute main sur la politique extérieure de notre pays. La fin misérable de Nazim Pacha, soldat valeureux, assassiné au seuil même de la salle du Conseil des Ministres, une heure avant votre entrée dans la dite salle, est de nature à inviter à une profonde méditation tous ceux qui occupent ou qui occuperont des postes de ministres en Turquie. Que de Grands Vézirs décapités aux Sept Tours, à Taïf, pour le bon plaisir du Souverain ! Parmi ceux-là il s'en trouvait comme Baltagi Mehmed Pacha qui revenait victorieux de la frontière ; il s'en trouvait qui, par des années de labeur honnête et intelligent, avaient acquis une réputation universelle. Jadis l'ordre venait d'en haut, aujourd'hui l'initiative vient du peuple. Qui peut donc nier chez nous la souveraineté nationale ?

Cette souveraineté nationale est tellement à craindre que sa plus haute manifestation n'a pas été dans les révolutions, mais seulement dans les élections. La Chambre actuelle contient trois cents députés, tous appartenant au Comité Union et Progrès. Vous n'êtes point sans savoir que si les exils, les tortures, les pendaisons laissaient un loisir au peuple, le plus humble des Turcs rougirait de porter sa voix aux urnes pour cette organisation malfaisante. Que de fautes commises dans ce domaine, fautes pires que les crimes les plus affreux.

Vous devez avoir bonne souvenance des temps déjà lointains où vous daigniez conspirer en Occident contre l'ancien régime, rêvant d'établir en Turquie la Constitution, c'est-à-dire la souveraineté nationale. Vos apôtres étaient Ahmed Riza, de triste mémoire, et ses acolytes du bureau de la rue Bonaparte qui enregistraient avec reconnaissance les deux cents francs d'obole, bienveillance mensuelle de Votre Seigneurie. Je ne sais si les principes que vous défendiez alors sont compatibles avec les excès d'aujourd'hui, mais il me semble que la réputation d'homme d'Etat que vous avez acquise depuis ne vous coûta

pas cher. De la souveraineté nationale dont vous fûtes le défenseur le plus émérite, il ne reste plus sur les rives du Bosphore que la vôtre, en un palais enchanteur se mirant avec majesté dans la merveilleuse limpidité du courant.



Je disais que la situation de l'Empire n'était point périlleuse en 1913 et que vous étiez animé des meilleurs sentiments d'abnégation pour réparer les ruines de l'administration. Les puissances vous faisaient crédit, vous en avez profité pour ajouter encore un milliard aux dettes publiques, en octroyant, il est vrai, des foules de concessions, chemins de fer, ports, mines, etc., lesquelles étaient de nature à attirer au pays d'immenses bénéfices.(1) De prime abord, il semblait que ce fût une bonne affaire. Dans votre bon cœur, vous avez cru un instant qu'on profiterait sérieusement de ce moyen pour donner au peuple les facilités

---

(1) Toutes ces concsseions, données à la France à l'occasion de l'Emprunt de 1916, lui ont été retirées par Abbas Halim, frère du Grand Vézir, actuellement Ministre des Travaux Publics.

de se relever économiquement. Que vous importaient, du reste, le taux, l'intérêt, les gages de cet emprunt ? Un grand seigneur ne peut condescendre à ces petits calculs d'usurier, cela ne concernait que Djavid, fils et petit-fils de négociants ; pourvu que l'argent qu'on donnait portât des fruits dorés pour la prospérité nationale, cela vous suffisait, et votre conscience était tranquille. Je le comprends. D'ailleurs, ces considérations étant en dehors de votre carrière et de votre spécialité, la diplomatie, vous aviez raison de ne pas y attacher autrement d'importance.

Dans ce domaine de la diplomatie, je ne puis qu'applaudir aux brillantes qualités de Votre Altesse ! Rien que la présence de votre personnalité dans un cabinet d'inconnus avait changé subitement l'attitude des ambassadeurs et rehaussé le crédit de l'Etat ; témoin l'emprunt précité. Grâce à votre tact, l'Europe parlait avec éloges de nos hommes politiques ; la marine française offrait l'hospitalité, à Toulon, à votre collègue de la marine qui jurait ses grands dieux de garder un souvenir ineffable de cette politesse. L'opposition étant depuis longtemps étouffée à l'intérieur, vous pouviez donner libre cours à

votre initiative sans qu'aucun obstacle vienne la déranger. Sans difficultés et sans excuses, il ne vous manquait rien pour réussir complètement ; loin d'être périlleuse, la situation de l'Empire commençait à acquérir une véritable force dans le monde international.

Hélas ! tout passe, tout casse et tout lasse. Votre étoile, comme celle de tous les hommes célèbres, depuis Néron jusqu'à Abdul-Hamid, commença à pâlir, étant arrivée à un tournant décisif. Elle pâlit soudain quand les foudres du Kaiser ébranlèrent l'humanité par la bouche des 420. Ce cataclysme imprévu porta atteinte à votre bon renom, il déjoua vos calculs, et vous jeta de surprises en surprises. La guerre européenne étant déclarée, votre premier mouvement vous porta vers la neutralité absolue que vous avez déclarée officiellement aux cabinets de la Triple Entente en ajoutant confidentiellement que l'Autriche faisait des efforts pour entraîner la Turquie à ses côtés. Pas plus tard que le 4 Août, poursuivant votre bonne inspiration, vous avez obtenu une décision du Conseil des Ministres pour l'observation d'une stricte neutralité. Ce fut parfait.

Mais l'incohérence de la politique à laquelle

vous présidez saute aux yeux à partir de ce moment.

Une stricte neutralité ne comporte point la fermeture des détroits des Dardanelles et du Bosphore. Il n'y a aucun indice dans l'histoire qu'une telle mesure fût prise par la Turquie du fait de la guerre entre nations étrangères. Dans les temps contemporains, ni dans la guerre hispano-américaine, ni dans celle russo-japonaise, Abdul-Hamid n'a eu recours à ce moyen ; et pourtant, ce sultan, dont vos amis admirent aujourd'hui la profonde science, aimait à s'entourer d'une foule de précautions. Cette fermeture ne pouvait que porter préjudice à une partie des belligérants qui ont besoin de cette route pour leur commerce. L'Allemagne et l'Autriche ayant fait rentrer dans leurs repaires leurs flottes de guerre et de commerce, n'avaient aucun besoin de ce passage. Du moment que cette fermeture portait préjudice à une partie des belligérants, la Turquie était censée faire acte inamical envers celle-ci ; sa neutralité commençait donc à être douteuse.

Mais les puissances de la Triple Entente n'insistèrent point à ce sujet, espérant que, par la suite, un arrangement amiable pourrait intervenir.

Les navires de guerre « Gœben » et « Breslau », après avoir bombardé les ports algériens et mis à mort nombre de musulmans innocents, sont arrivés au même moment aux Dardanelles, où la pose des mines avait déjà commencé. N'ayant pas osé affronter un combat régulier avec les flottes française et anglaise qui étaient à leur poursuite, ils sont venus se réfugier apparemment dans l'invulnérabilité d'un port neutre. Le droit international est explicite, dans ce cas prévu. Votre altesse aurait dû immédiatement faire signifier à l'Ambassade d'Allemagne que ces navires devaient quitter les eaux turques dans les vingt-quatre heures, sinon l'amirauté ottomane prendrait soin de les désarmer et de les garder jusqu'à la fin de la guerre ; les officiers et l'équipage étant libres de retourner en Allemagne. Confiants, nous attendions cette solution logique, lorsque la nouvelle effarante de l'achat de ces navires par la Turquie nous arriva soudain. Le Gœben avait déjà arboré le pavillon ottoman !

Les conditions dans lesquelles cet achat avaient été effectué allaient à l'encontre du droit international. L'Angleterre et la France, dès ce moment-là, auraient pu exiger énergiquement de

vous conformer à la lettre du droit précité, si elles nourrissaient à notre égard une hostilité dissimulée. Elles acceptèrent le fait accompli, faisant crédit à la parole du Grand Vézir comme quoi *l'Empire Turc était résolu de garder une stricte neutralité.* (1) Vous dirais-je les angoisses délicieuses, les joies profondes que tous les bannis, — les condamnés — nous avons ressentis en voyant qu'une belle unité comme le Gœben venait augmenter la puissance de notre flotte nationale ? Avec quelle maîtrise, avec quel art vous veniez de tirer votre épingle du jeu ! Nous admirâmes votre force.

Les Anglais en particulier étaient convaincus de votre sincérité. Vous leur aviez avoué « que « *vous déploriez profondément cette violation* « *de neutralité* et que vous vous faisiez fort de « vous débarrasser des équipages allemands. » (2) Devant ce langage véridique, il n'y avait qu'à s'incliner, à tel point que sir Edward Grey, de sa propre initiative, venait d'informer l'ambassadeur

---

(1) N° 14. Tewfik Pacha à sir Ed. Grey. Second livre bleu anglais. N° 25. Sazonow à de Giers. Second livre orange russe.

(2) N° 20. Sir Mallet à sir Ed. Grey. Second livre bleu anglais.

Tewfik Pacha « que la Turquie n'avait rien à « craindre de la part de l'Angleterre et que son « intégrité serait préservée dans n'importe quelles « conditions de paix relatives à l'Orient, pourvu « qu'elle conserve une réelle neutralité pendant « la guerre, rende le Gœben et le Breslau *com-* « *plètement turcs* en renvoyant les équipages alle- « mands et facilite la circulation des navires de « commerce anglais. » [1]

Sans doute Votre Altesse a jugé qu'une déclaration identique des puissances de la Triple Entente envers l'Empire Ottoman était de nature à sauvegarder mieux les intérêts du pays, et vous avez manœuvré avec une telle dextérité que je lis cette déclaration dans le second livre bleu et vous en rappelle les termes ci-après :

« Si le Gouvernement Turc veut immédiatement rapatrier les officiers et les équipages allemands du « Gœben » et du « Breslau », et donner une garantie écrite que tout sera facilité pour le passage paisible et ininterrompu des vaisseaux marchands et que toutes les obligations de neutralité seront observées par la Turquie durant la

---

[1] N° 21. Second livre bleu anglais.

guerre actuelle, les trois puissances alliées à leur tour s'entendront au sujet des capitulations, pour retirer leur juridiction extra-territoriale, aussitôt qu'un plan d'administration judiciaire qui satisfera les conditions modernes sera établi. De concert, elles donneront une autre garantie, en écrivant qu'elles respecteront l'indépendance et l'intégrité de la Turquie, et s'engageront à ne permettre qu'aucune des conditions mentionnées dans les termes de paix à la fin de la guerre, ne puisse porter préjudice à cette intégrité. »

Je m'étonne qu'après avoir reçu une telle déclaration de la France, de l'Angleterre et de la Russie garantissant l'indépendance et l'intégrité de notre pays, déclaration jointe à une promesse formelle de consentir à l'abolition des capitulation au fur et à mesure des progrès réalisés dans l'administration, vous ayez consenti à signer la fameuse note au ton déclamatoire par laquelle la Sublime Porte décide de sa propre initiative l'abrogation des dites capitulations, ce qui produit l'effet d'une douche.

Pour les puissances de l'Entente, ce fut une mauvaise plaisanterie tandis que « l'Ambassadeur « d'Autriche-Hongrie faisait dire à M. de Giers

« qu'il n'approuvait point l'intention de la Porte « d'annuler les capitulations et qu'il était prêt à « se joindre à la protestation générale de tous les « ambassadeurs. (1)

Au point de vue diplomatique, cette tentative fut donc un four.

* * *

Vous dirai-je combien désagréable fut notre surprise, un matin, quand les dépêches nous apportèrent la nouvelle du bombardement d'Odessa, ville ouverte, et des bateaux de commerce français par la flotte ottomane, le *Gœben* en tête, sans qu'il y ait eu la moindre provocation de la part de nos adversaires actuels. La chose a dû vous surprendre aussi, car vous en êtes devenu malade au point de ne pas pouvoir vous présenter au Palais Impérial le lendemain, premier jour de Baïram. Vous avez cherché à remédier à un état de choses dont la direction vous échappait de plus en plus. Et puis, tout à coup, changeant de tactique, vous avez accepté la fatalité qui impo-

(1) N° 42. Second livre orange russe.

sait à votre gouvernement une guerre pour le compte des Puissances Centrales.

La déclaration des Puissances de l'Entente, que j'ai citée plus haut, garantissant notre existence nationale, devenait donc nulle et non avenue par le fait de notre déclaration de guerre, et je fus naturellement porté à croire que l'Allemagne venait de vous donner des garanties autrement puissantes, tant pour mener à bien cette guerre que d'en sortir avec de grands bénéfices. Ces garanties devaient être naturellement acquises dès maintenant par la Sublime Porte, car une puissance qui déchire sa signature envers la Belgique n'a pas de raisons spéciales de la respecter pour les beaux yeux de la Turquie. Sans attacher autrement d'importance aux mensonges réitérés de l'agence Milly à cet égard, je m'en fus, pour en avoir le cœur net, demander à Monsieur le Consul général d'Allemagne à Genève, si je pouvais avoir la copie de la note que l'Allemagne a dû sans doute envoyer à la Sublime Porte, acceptant l'annulation des capitulations, ceci pour une publication patriotique. Dans un moment où l'honneur national était en jeu, évidemment le devoir de l'Opposition était de soutenir votre gou-

vernement. Quand, après quinze jours, Monsieur le Consul général précité m'a lu la réponse que Berlin lui envoyait pour me communiquer, je fus atterré! Cette réponse était laconique: « Les documents que Midhat Bey demande n'existent pas. »

Je fus de plus en plus sceptique, dès lors, quant à l'existence d'un traité d'alliance. Hélas! je viens d'acquérir la certitude aujourd'hui que non seulement un pareil traité n'a point existé, mais encore l'Allemagne force la Sublime Porte — sous peine de vous couper les vivres — de rédiger des projets de *capitulations spéciales* au bénéfice seul des Allemands qui croient avec candeur, comme vos amis, que de tels chiffons de papiers pourraient servir à un usage honorable.[1]

Comment Votre Seigneurie, qui demandait de la part des Puissances de l'Entente des déclarations catégoriques au sujet de notre existence future, ce en quoi vous aviez parfaitement raison, comment, dis-je, acceptez-vous d'avoir livré pieds et poings liés notre pauvre patrie à l'Allemagne — laquelle, loin de vous donner la

(1) La ratification de ce soi-disant traité d'alliance vient d'être annoncée par M. Halil, Ministre des affaires étrangères, dans un banquet aux députés allemands, le 27 avril.

moindre assurance pour notre indépendance et intégrité, exige par dessus le marché des concessions au préjudice de cette indépendance ?

Je ne puis vraiment comprendre votre politique infernale.

* * *

Toutes les privations, les misères et les ruines auxquelles cette guerre a astreint notre malheureux peuple, pour qui les larmes ont tari dans vos yeux, sont incalculables, et vous savez bien que rien n'est à même de rebâtir cet écroulement. Plus de trois cent mille hommes sont tombés sur le champ d'honneur ; des légions sont perdues à jamais. A Constantinople comme dans la province, le peuple se dispute devant les boulangers pour avoir sa ration de pain. Depuis longtemps déjà, il n'y a plus de sucre, café, riz, lait, beurre, savon, pétrole, charbon, etc., enfin tout ce qui est indispensable à la vie domestique car tout ce qu'il y avait de disponible dans le pays, les Allemands l'ont retiré pour leur besoin urgent, et vous êtes resté avec, dans la main, le bâton de maïs dont les grains sont enlevés.

Votre administration abjecte, dans ces jours de malheur, n'a pas honte de protéger des soi-disant syndicats d'alimentation qui ont accaparé tous les vivres et vendent au pauvre peuple cent fois plus cher les mêmes choses que vous et vos Allemands avez pour rien.

Vous présidez à une orgie de vol et de gaspillage sans exemple, et vous couvrez de votre nom ces crimes abominables dont les intimes serviteurs d'Abdul-Hamid rougissent jusqu'aux oreilles.

La somme totale des dettes de l'Empire Ottoman en 1913 atteignait à peine cinq milliards ; depuis que vous êtes au pouvoir, vous en avez contracté autant rien qu'aux Allemands. Les annuités de ces dettes montant à dix millions de livres turques, comment comptez-vous boucler votre budget et par quels revenus ?

Si les Enver et les Talat ont l'excuse d'une conviction sincère, vous agissez dès lors à l'encontre de vos sentiments intimes. Car vous conduisez le pays à la ruine de propos délibéré. Vous en êtes d'autant plus condamnable.

*
* *

Cependant j'aurais mauvaise grâce à ne pas signaler la brillante résistance des Dardanelles et de la Mésopotamie, victoires dont l'honneur échoit aux modestes combattants. Ce fut un succès, je n'en disconviens pas, mais un succès négatif pour la Turquie et un succès pratique pour l'Allemagne. Aux Dardanelles, nous n'avons récolté que le bénéfice d'avoir défendu notre capitale ; c'est déjà beaucoup, quand on est dans cette impasse. Mais l'Allemagne y a trouvé des profits certains qui lui permirent d'envahir toute la Russie.

Croyez-vous que ces victoires compteront à notre actif le jour du règlement des comptes ?...

Au lieu de préparer à cor et à cri l'expédition d'Egypte qui, dans votre arrière-pensée, n'aurait servi qu'à vous y faire proclamer *Khédive ou Sultan,* selon le testament suprême de votre regretté père, que n'avez-vous concentré toutes les forces disponibles à la frontière du Caucase. A l'heure actuelle, sept ou huit vilayets des plus précieux sont entre les mains de l'ennemi. Des villes importantes comme Van, Bitlis, Erzeroum, Moussoul, Basra et Trébizonde sont tombées et je crains fort pour le sort de Bagdad.

Les Russes avancent en colonnes distinctes pour le démembrement final de l'Empire, et il n'est plus en votre pouvoir de leur résister par n'importe quel moyen. Dans la mer Noire, comme dans la Marmara, plus aucun voilier n'existe battant pavillon Ottoman, pavillon que vous avez laissé souiller en attaquant traîtreusement des villes ouvertes et des bateaux-hôpital.

Vos alliés, les Allemands, loin de pouvoir vous porter le moindre secours, sont eux-mêmes épuisés ; ils ont maintes fois, par la bouche même du Chancelier, demandé *grâce et paix ;* mais comme aucune voix ne leur répond favorablement, il n'y a pas de stratagème dont ils n'usent pour émouvoir l'opinion des neutres ; ils sont allés même jusqu'à offrir l'Asie Mineure à leurs adversaires à la condition que l'accès des Allemands n'y soit prohibé.

Ne saviez-vous donc point ces vérités troublantes ?

Quelles sont les mesures que vous avez prises contre tant de malheurs que vos alliés ont attiré sur notre patrie ?

Que font donc vos ambassadeurs, vos consuls à l'étranger ? Comment pouvez-vous vivre

dans cette ignorance crasse de la politique de vos alliés ingrats, quand vous ne perdez pas une minute pour qu'il ne manque rien au service d'espionnage que vous savez si bien organiser à Lausanne, à Genève et à Athènes, afin de surveiller les faits et gestes de vos opposants ? Si vos agents diplomatiques et consulaires ne savent pas vous renseigner que les Allemands, vos alliés, sont en train de vous trahir, ne savent-ils pas non plus vous envoyer les journaux neutres, où vous pourriez voir comment ils se cassent le nez à Verdun ? Vous pourriez y voir que dans leur rage et impuissance, ils se vengent sur les populations civiles en envoyant deux zeppelins par mois jeter des bombes en Angleterre sur les femmes et les enfants, et que leurs sous-marins, de peur de s'approcher des croiseurs et cuirassés, se vantent de la bravoure de torpiller des paquebots sans armes ou bien des bateaux-hôpital.

* * *

Si vous ne savez pas tout ça, il y une chose que vous n'ignorez pas :

C'est que le principe fondamental de la

Jeune-Turquie, tel qu'il a été décidé dès le premier jour, est de poursuivre en Orient une politique favorable à l'Angleterre et à la France : *notre politique traditionnelle.* Car ces deux Puissances ont sauvé l'Empire plus d'une fois de la ruine : la guerre de Crimée et le traité de Paris en sont l'exemple qu'aucun Turc ne peut oublier. L'Angleterre et la France sont les deux pays où sont nées et maintenues toutes les libertés humaines et la civilisation moderne, tant au point de vue matériel qu'intellectuel ; où le principe des nationalités est la base même de l'organisation de l'Etat. Nous tous qui avons eu l'honneur d'entreprendre la régéneressence de notre pays, nous étions toujours convaincus que le vrai salut était dans cette direction. Avez-vous donc oublié les manifestations spontanées du peuple de Constantinople envers l'Angleterre et la France, au mois de juillet 1908 ?

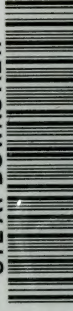
Le Comité Union et Progrès lui-même, au début, était décidé à suivre cette voie quand il était encore animé d'un patriotisme sincère : vous le savez très bien. Mais plus tard, les créatures d'Abdul Hamid s'infiltrèrent dans son sein, en faussèrent l'esprit simpliste et honnête en le je-

tant dans le giron de la diplomatie allemande, de sorte qu'avec le temps il devint le serviteur fidèle du grand état-major, lequel ne voit pas plus loin que le bout de son nez.

Je crus un instant que vous feriez votre possible pour réagir contre cette influence néfaste et ramener l'Empire Ottoman à sa *politique traditionnelle,* car telle était au début votre volonté. Que n'avez-vous persévéré dans cette bonne inspiration qui aurait fait de vous le digne successeur des Réchid et Midhat. Maintenant, la responsabilité qui pèse sur vos épaules est écrasante, il faudrait y penser sérieusement. Il en est temps encore. Sinon, le mieux qui vous reste à faire, c'est de rentrer honnêtement dans la vie privée, en vous retirant avec humilité dans un coin perdu du Lac Léman que vous aimez tant, où vous verserez, comme moi, d'abondantes larmes pour les occasions perdues. — C'est la grâce que je vous souhaite.

GENÈVE, le 1er Mai 1916.

GENÈVE
MEIER FRÈRES, IMPRIMEURS
—
1916


UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 11 13 25 13 006 0